



Lors du rassemblement devant le Conseil du Trésor le 24 février en avant-midi.

## PROMESSES BRISÉES, COMMUNAUTAIRE FERMÉ

**LES GROUPES DE LA RÉGION EN ACTION LE 24 FÉVRIER**

Grèves, fermetures et interruptions de services étaient au programme de la journée du 24 février dernier pour les groupes communautaires de la région de la Capitale-Nationale [...]

**PAGE 6**

**HAUSSES DE LOYERS**

Vous avez le droit de refuser une hausse !

**PAGE 3**

**LA MAISON DES FEMMES DE QUÉBEC  
NOUS PARLE DES VIOLENCES**

**PAGE 4**

**LE HILTON  
TOUJOURS EN GRÈVE**

**PAGE 2**



## Problèmes de logement ?

Comité populaire Saint-Jean-Baptiste  
418-522-0454

# L'INFOBOURG



Journal de quartier publié à 5 500 exemplaires, cinq fois par an depuis 1990, *L'Infobourg* est un média libre et participatif qui défend sans ambages les droits et les intérêts des classes populaires. Les articles sont des espaces de parole pour les auteur-ric-e-s, et sont portés par un souci d'inclusivité. Diverses techniques d'écriture inclusive y sont valorisées.

**Écrivez-nous, passez nous voir!**

#### Comité de rédaction pour ce numéro

Fabien Abitbol, Marie-Ève Duchesne, Agathe Légaré, Andrée O'Neill.

#### Ont aussi contribué

Association pour la défense des droits sociaux de la Rive-Sud, Vincent Baillargeon, Élise Pilote-Laroche, Malcolm Reid.

#### Mots croisés

Agathe Légaré

#### Graphisme

Anne-Christine Guy

#### Correction

Catherine Duchesneau

#### Photographie

Toutes les photos proviennent du Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, sauf avis contraire.

#### Publicité

Marie-Ève Duchesne (418-522-0454)

#### Coordonnées

780, rue Sainte-Claire, Québec, G1R 5B9  
418-522-0454  
www.compop.net  
comite.populaire@videotron.ca

Veuillez noter que notre politique d'information est sur le site web du Compop : [compop.net/polinfo](http://compop.net/polinfo).

La publicité est la principale source de revenus de *L'Infobourg*. Le déficit d'opération du journal est assumé par le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, un organisme communautaire principalement financé par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, Centraide et par des activités d'autofinancement.



**LE CRAC**  
**ALIMENTS SAINS**  
**LA CAROTTE JOYEUSE**

690, rue St-Jean  
Québec (Québec) G1R 1P8  
Tél: 418-647-6881  
Fax: 418-647-3953  
Courriel: [info@lecrac.com](mailto:info@lecrac.com)

## LES GRÉVISTES DU HILTON S'INSTALLENT SUR LA RUE SAINT-JEAN



Photo: Nicolas Lefebvre-Legault

Les grévistes du Hilton se sont installé-e-s au 778, rue Saint-Jean.

(La rédaction) Depuis la mi-janvier, le Syndicat des travailleuses et des travailleurs de Hilton-Québec (CSN) a ouvert un local de grève au 778, rue Saint-Jean.

En grève depuis le 7 septembre dernier, les syndiqué-e-s avaient d'abord installé une roulotte sur le boulevard René-Lévesque, juste en face de l'hôtel. L'arrivée de l'hiver a toutefois rendu l'installation de plus en plus précaire. L'espace restreint posait des enjeux de déneigement et rendait le trottoir impraticable pour les personnes à mobilité réduite. De plus, les fils électriques étant enfouis à cet endroit, il était impossible d'installer l'électricité dans la roulotte.

« Il a fallu chercher une alternative. Alors quand on a trouvé ce local, on a décidé de déménager », explique Louise Jobin, présidente du syndicat. « Le seul désavantage est que les gens n'ont plus de musique sur la ligne de piquetage et qu'on est un peu plus loin, » explique-t-elle.

En contrepartie, les grévistes peuvent venir se réchauffer au local et venir y manger. « Ici il y a l'eau courante, micro-ondes, cafetière, des tables et surtout, rien ne gèle! », explique Louise Jobin. « On a même un petit bureau en bas pour se réunir, faire des entrevues avec les membres pour les plaintes au juridique. On n'a plus besoin de toujours se déplacer à la CSN », dit-elle.

Autre avantage : la visibilité. « Ça fait un deuxième endroit où être entendu-e-s. Les gens s'arrêtent, lisent les affiches, posent des questions, » explique Louise Jobin. « Les gens nous demandent : « C'est quoi le commerce qui ouvre? Vous allez vendre quoi? » On répond qu'on n'a rien à vendre, mais qu'on veut juste de bonnes conditions de travail », conclut Frédéric Laflamme, également membre du comité exécutif du syndicat.

N'hésitez pas à saluer les grévistes du Hilton si vous passez par-là (que ce soit sur le boulevard René-Lévesque ou sur la rue Saint-Jean).

Anne-Renée Durocher et Jean-Philippe Courtemanche

## L'inter Marché Saint-Jean

Ouvert tous les jours, de 8 h à 21 h

418-522-4889  
850, rue Saint-Jean



## IL EST [RE]VENU LE TEMPS DES HAUSSES DE LOYERS

Par Marie-Ève Duchesne

Comme chaque année, avant l'annonce du printemps, vient la saison des renouvellements des baux pour un bon nombre de locataires au Québec. En effet, pour les locataires dont le bail se termine au 30 juin, c'est entre le 1er janvier et le 31 mars de chaque année que s'effectue la réception d'un avis de modification au bail. Lorsqu'arrive cet avis, les locataires disposent d'un mois pour donner leur réponse. Si aucune réponse n'est envoyée, on considère la modification comme acceptée et le bail est renouvelé.

En plus des traditionnels «accepter» ou «partir» se situe un troisième choix : celui de renouveler son bail, mais de refuser la hausse.

Plusieurs facteurs peuvent influencer une hausse de loyer. Pour se donner une idée de ce à quoi peut ressembler votre hausse, vous pouvez déjà utiliser les estimations moyennes produites par le Tribunal administratif du logement (TAL – anciennement Régie du logement).

Pour 2022, les voici :

### Logements chauffés par les locataires

- 1,28 %

### Logements chauffés par les propriétaires

- à l'électricité : 1,34 %
- au gaz : 1,91 %
- au mazout : 3,74 %

À tout ceci par contre s'ajoute l'impact des taxes scolaires et municipales. Et en ce qui a trait aux taxes municipales, elles sont, dans plusieurs cas, plus élevées que les années précédentes. Finalement, si des travaux majeurs ont et lieu dans votre appartement ou sur l'ensemble de l'immeuble, les dépenses encourues auront également un impact.

Bref, la situation n'est pas la même pour personne. Pour s'y démêler et recevoir un estimé, vous pouvez contacter le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste au 418-522-0454 ou par courriel à : [comite.populaire@videotron.ca](mailto:comite.populaire@videotron.ca). Il nous fera plaisir de regarder votre situation plus en détails avec vous.

### Une action pour débiter l'année

Dans la matinée du 19 janvier, la Coalition de Québec contre les hausses de loyer\* a lancé, dans le quartier Maizerets, une campagne d'information et de soutien aux locataires qui font face à des hausses de loyer abusives. À cette occasion, des militant-e-s se sont rassemblé-e-s devant le garage municipal de la Canardière pour y dénoncer les pratiques malhonnêtes des propriétaires et l'inaction des différents paliers de gouvernement.

Pour les groupes membres de la Coalition, il ne fait aucun doute qu'une crise du logement sévit. « Il est de plus en plus difficile de se loger de façon abordable et le gouvernement de la CAQ refuse toujours de reconnaître la crise du logement. Qu'est-ce qu'il attend pour agir? » s'interrogent Jonathan Carmichael et Maude Samson Gauthier, porte-paroles lors de cette journée. L'inaction du gouvernement a assez duré. Afin de freiner la flambée des loyers à Québec, la Coalition demande que les différents paliers de gouvernement reconnaissent la crise du logement et mettent en place des mesures de contrôle des loyers.

\*La Coalition de Québec contre les hausses de loyer est formée d'Action-logement Duberger- Les Saules, du Bureau d'Animation et Information Logement du Québec Métropolitain (BAIL), du Comité des citoyens et citoyennes du quartier Saint-Sauveur (CCCQSS), du Comité logement d'aide de Québec Ouest (CLAQO), du Comité populaire Saint-Jean-Baptiste

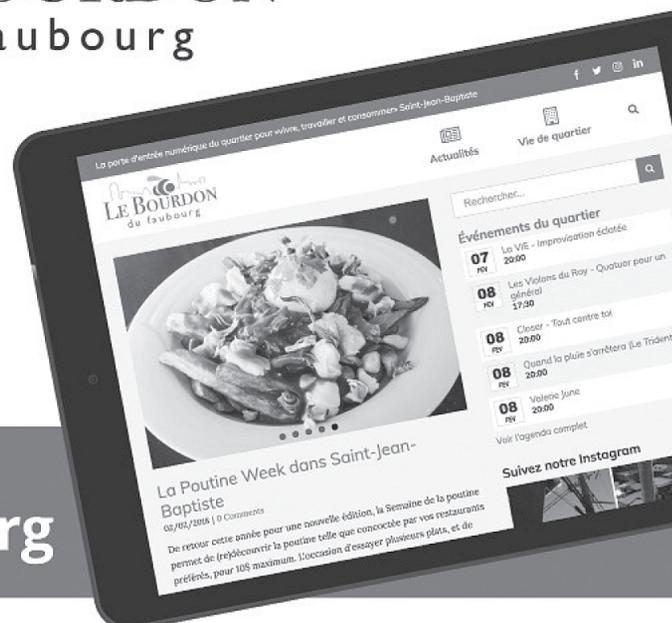


C'est sous la neige que s'est déroulé le premier rassemblement de cette nouvelle coalition de Québec.

## LE BOURDON du faubourg

Actualités,  
Vie de quartier,  
Histoire et patrimoine,  
Agenda du quartier...

Exclusivement en ligne sur  
**bourdonmedia.org**



suivez @bourdonfaubourg sur



VIVRE, TRAVAILLER ET CONSOMMER  
SAINT-JEAN-BAPTISTE



LE COMITÉ POPULAIRE  
SAINT-JEAN-BAPTISTE, C'EST :

Plus de 30 ans de lutte pour un  
aménagement citoyen à l'îlot  
Saint-Vincent-de-Paul !

Deviens membre du  
Compop!

En ligne : [compop.net](http://compop.net)  
En personne : 780, rue Sainte-Claire

5\$ par année

## LA MAISON DES FEMMES DE QUÉBEC ET LA VIOLENCE CONJUGALE

Par Élise Pilote-Laroche, travailleuse à la Maison des Femmes de Québec



Il est estimé qu'à travers le monde, 27 % des femmes âgées entre 15 ans et 49 ans rapportent avoir vécu de la violence physique, sexuelle ou les deux dans le contexte d'une relation intime\*. Bien que cette donnée ne prenne pas en considération les différents types de violence conjugale, comme la violence psychologique, verbale et économique, elle montre l'ampleur de ce problème d'ordre social et elle soulève l'importance de le dénoncer et de s'y sensibiliser. À travers les années, avec les dénonciations des différents mouvements féministes, un réseau d'aide formé de différents

organismes et de collaborations entre ceux-ci s'est construit afin d'offrir des services pour soutenir les femmes victimes de violence conjugale, pour dénoncer la violence vécue afin de la faire reconnaître et s'assurer que la société offre des services adaptés à leur réalité. Ayant fêté son 40e anniversaire en 2020, la Maison des Femmes de Québec fait partie de ce mouvement. Il s'agit d'un organisme offrant différents services à des femmes victimes de violence conjugale et à leurs enfants en utilisant une approche féministe. Les femmes et leurs enfants y viennent pour être hébergé-e-s dans un milieu sécuritaire, mais aussi pour recevoir du soutien dans leur démarche de reprise de pouvoir sur leur vie par l'intermédiaire d'interventions informelles, individuelles et collectives. Elles ont l'occasion de cohabiter avec d'autres femmes qui vivent de la violence conjugale. La Maison propose également un service d'intervention à l'externe. En plus de cette offre de services, la Maison des Femmes de Québec considère comme essentiel d'avoir des revendications, de militer et de se mobiliser sur des enjeux sociaux et féministes, notamment pour s'assurer que les droits des femmes soient respectés. Par exemple, la Journée internationale des droits des femmes du 8 mars est une occasion pour le faire.

La violence conjugale a des conséquences graves sur les femmes et sur les enfants qui en sont victimes. En plus de vivre des conséquences psychologiques et/ou physiques, les femmes vivent des conséquences sociales, comme un manque de reconnaissance de la problématique par les différentes instances gouvernementales et les différent-e-s

intervenant-e-s impliqué-e-s, la difficulté d'accès à la justice et des pertes financières, ce qui contribue à les mettre dans des situations de précarité. Les femmes victimes de violence conjugale sont fortement touchées par les inégalités sociales et les inégalités entre les sexes. Par exemple, les femmes peuvent avoir de la difficulté à se trouver un logement abordable lorsqu'elles décident de quitter une relation ou après un séjour en maison d'hébergement. Les femmes ont tendance à occuper des emplois qui sont moins bien rémunérés que les hommes, ce qui peut compliquer le fait de quitter une relation et de réorganiser leur vie.

La violence peut toucher toutes les femmes. Il est primordial d'adapter les services à chacune d'entre elles, qu'elles soient immigrantes, analphabètes, autochtones, racisées, de la communauté LGBTQI+ et/ou qu'elles vivent avec un handicap, une problématique de santé mentale ou des difficultés financières.

Si vous avez des craintes ou des questionnements par rapport à une situation qui pourrait ressembler à de la violence conjugale, n'hésitez pas à communiquer avec SOS violence conjugale ou une maison d'hébergement. Elles offrent de l'écoute téléphonique jour et nuit, sept jours sur sept.

### Ressources :

Maison des Femmes de Québec

- + Site internet : <https://maisondesfemmesdequebec.com/>
- + Téléphone : 418-522-0042
- + Facebook : Maison des Femmes de Québec
- + Instagram : @maisondesfemmesqc

SOS Violence conjugale

- + Site internet : <https://sosviolenceconjugale.ca/>
- + Téléphone : 1 800 363-9010

\* Sardinha, L., Maheu-Giroux, M., Stöckl, P. H., Meyer, S. M. et García-Moreno, C. (2022). Global, regional, and national prevalence estimates of physical or sexual, or both, intimate partner violence against women in 2018. *The Lancet*. [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(21\)02664-7/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(21)02664-7/fulltext)

## URGENCE D'OCCUPER : UNE CAMPAGNE VISIBLE ET FÉMINISTE

Par Marie-Ève Duchesne

Tel que présenté en décembre dernier dans la dernière édition de *L'Infobourg*, le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste (Compop) a lancé une campagne pour sonner l'urgence d'occuper dans le faubourg. Une série de terrains ont ainsi été identifiés afin de combler plusieurs besoins pour les résident-e-s\*. Dans les derniers mois, les militant-e-s ont continué leur travail afin de rendre visible plusieurs des endroits ciblés.



Les militant-e-s devant la bannière installée sur l'ancien garage de la côte d'Abraham.

Le 1er février au matin, une délégation du Compop a installé des bannières sur trois sites laissés à l'abandon depuis très longtemps : le terrain de l'ancien Patro Saint-Vincent-de-Paul et l'ancien garage situé sur la côte d'Abraham et appartenant tous les deux à Jacques Robitaille ainsi que l'ancienne imprimerie, toujours sur côte d'Abraham, au coin de Saint-Augustin, appartenant cette fois-ci à GM Développement. Le Compop convoite ces terrains dans l'intention d'augmenter le nombre d'espaces verts, communautaires et de logements sociaux dans le quartier.

Toujours dans le cadre de cette campagne, le 7 mars, à l'approche de la Journée internationale des droits des femmes, des militantes se sont mobilisées afin de mettre de l'avant les besoins spécifiques des femmes dans le quartier. C'est donc dans une perspective féministe que nous avons parlé de logements sociaux, de besoins communautaires et d'aménagement du quartier. Après s'être rassemblées pour un atelier d'éducation populaire sur les angles féministes de la campagne, les militantes se sont dirigées vers deux terrains ciblés par la campagne: un situé au coin de Lockwell et Claire-Fontaine et l'autre étant le vaste stationnement près du CHSLD sur Turnbull.

Une occupation de rue à venir le 7 mai

La campagne se poursuivra en mai prochain avec l'organisation d'une occupation de rue au coin de Saint-Joachim et Saint-Gabriel, de 10h à 18h. Les résident-e-s ainsi que toutes les personnes qui souhaitent se mobiliser pour cette campagne sont attendu-e-s pour 8 heures d'occupation bien animées. Plus de détails sur cette action seront disponibles bientôt sur la page Facebook du Compop : [www.facebook.com/CompopSJB](http://www.facebook.com/CompopSJB).

\* Pour tout savoir sur la campagne, visitez notre page web: [www.compop.net/Urgencedoccuper](http://www.compop.net/Urgencedoccuper)

# 8 URGENCE D'OCCUPER HEURES ... DE MANIFESTATION

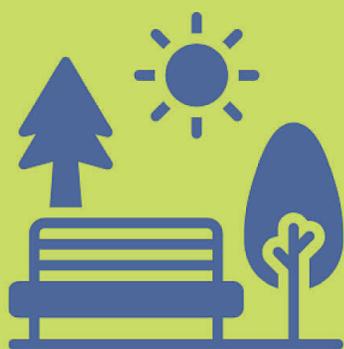


**Comité populaire  
Saint-Jean-Baptiste**

**Samedi 7 mai  
de 10 h à 18 h**

**Rue Saint-Joachim**

**(Entre Jean-Jacques Bertrand et Saint-Gabriel )**



POUR DES TERRAINS QUI RÉPONDENT À NOS BESOINS →  
[WWW.COMPOP.NET/URGENCEDOCCUPER](http://WWW.COMPOP.NET/URGENCEDOCCUPER)

## PROMESSES BRISÉES, COMMUNAUTAIRE FERMÉ LES GROUPES DE LA RÉGION EN ACTION LE 24 FÉVRIER

Par Vincent Baillargeon

Grèves, fermetures et interruption de services étaient au programme de la journée du 24 février dernier pour les groupes communautaires de la région de la Capitale-Nationale. Les groupes ont répondu massivement à l'appel de la campagne « Engagez-vous pour le communautaire\* ». À l'échelle du Québec, les organismes communautaires autonomes, tous secteurs confondus, ont besoin d'un réinvestissement dans leur mission de l'ordre de 460 millions \$. Ils demandent également au gouvernement de cesser de s'ingérer dans leurs pratiques et de réinvestir dans le filet social.



Une dizaine de militant-e-s du Compop ont fait du piquetage pour commencer la journée au coin des rues Sainte-Claire et Saint-Jean.

Des membres du Comité populaire se sont mobilisé-e-s durant cette journée. À partir de 8h le matin, une action de piquetage et de visibilité a eu lieu au coin des rues Saint-Jean et Sainte-Claire. Par la suite, une délégation s'est dirigée vers le Conseil du Trésor pour participer à une action de visibilité carnavalesque. La journée s'est terminée avec une manifestation large dans les rues de la Haute-Ville de Québec.

### Le milieu communautaire est furieux

Malgré les engagements du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Jean Boulet, de mieux soutenir le communautaire, la question semble avoir été mise sous la pile des priorités du gouvernement. « Le milieu communautaire est très patient, mais il y a des limites à le traiter comme du cheap labor qui offre des services à rabais. Le dernier budget du gouvernement Legault sera déposé dans quelques jours et pour nous, c'est la dernière chance pour la CAQ de tenir ses promesses », dénonce Vania Wright-Larin du Regroupement d'éducation populaire en action communautaire de Québec et Chaudière Appalaches.

### Détérioration du filet social

Les groupes s'inquiètent également de l'état lamentable du réseau public de santé et de services sociaux. Anne-Valérie Lemieux Breton, du Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale, explique : « ce n'est pas aux groupes communautaires de boucher les trous béants créés par des décennies de compressions. Il faut lutter contre les inégalités sociales, assurer l'égalité entre les femmes et les hommes, soutenir adéquatement les personnes les moins privilégiées qui ont été durement touchées par la pandémie et réinvestir dans notre filet social ».

\*« Engagez-vous pour le communautaire » est une grande campagne nationale de mobilisation qui, depuis 2016, unit les différents secteurs de l'action communautaire autonome de partout au Québec. Elle vise une société plus juste où les droits humains sont pleinement respectés. Du 21 au 24 février, à travers le Québec, se sont tenus quatre jours d'actions, de grèves et de fermetures rotatives.

CRÉDIT PHOTO: JEAN PRUDHOMME

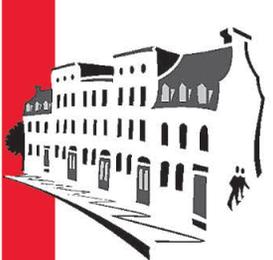
**FLUFFY**



CAFÉ FÉLIN  
CHATS-NOUS

795 rue St-Olivier  
418 647.CHAT (2428)

Annoncez-vous dans



**L'INFOBOURG** vu par plus de

**5000**

personnes dans le quartier

## COVID : DEUX ANS, ET APRÈS?

Par Fabien Abitbol

Le 12 mars 2020, dans la foulée d'une annonce de l'organisation mondiale de la santé (OMS), le premier ministre Legault annonçait un premier confinement. Le Québec devenait ainsi la première région d'Amérique du Nord à se mettre au rythme des restrictions et de l'isolement, six jours avant que le Canada ne filtre ses frontières aériennes.

Au cours de ces deux années, le Québec en a vu de toutes les couleurs, comme divers pays, d'une consigne à son opposé, prenant des décisions souvent peu expliquées, parfois pas étayées, et seulement en février 2022 a laissé entrevoir un début de souplesse pour la mi-mars. Certes les élections d'octobre approchent, mais annoncer le 22 février la fin du port du masque à l'école le 7 mars (alors que se termine la semaine de relâche) n'est peut-être pas la plus belle idée... surtout que les 5-11 ans n'étaient que 40 % à être doublement vacciné-e-s au 21 février, une paille par rapport aux 93 % dans la tranche d'âge 12-17 ans.

De même, un couvre-feu extrêmement long en 2021 (du 9 janvier au 28 mai) était-il efficace pour autre chose que faire baisser mécaniquement le nombre d'accidents de la route?

Lors de la « première vague », le Québec a affiché un nombre impressionnant de mort-e-s. Essentiellement dans la grande région de Montréal, essentiellement des personnes âgées, essentiellement dans des lieux clos (CHSLD). Paradoxalement, la ministre de la Santé a pris la porte et la ministre responsable des Aîné-e-s a conservé son portefeuille.

L'industrie du tourisme a dû supporter le choc de l'absence de touristes étranger-ère-s, mais aussi les fermetures à répétition des restaurants par le gouvernement Legault. D'autres commerces aussi ont dû fermer. Puis ont pu rouvrir mais avec diverses conditions, et ainsi de suite. La méthode yoyo.

À l'arrivée, des anti-mesures sanitaires s'attribuent (ou tentent de le faire) une victoire par rapport à la levée de certaines mesures de restrictions. Alors que 86 % des 5 ans et plus avaient leurs deux doses de vaccin en date du 21 février.

Parmi les mesures toutes fraîches, on peut citer la fin du passeport vaccinal lors des offices religieux, l'abolition du plafond de 500 personnes dans les spectacles, ou la simple recommandation de ne pas être plus de dix dans un domicile. Alors qu'au Jour de l'an il était impossible de manger au restaurant ou d'aller boire un verre entre ami-e-s. Est-ce que le système de santé va tenir le choc, après deux ans sous une tension extrême?

En voulant, comme un geste symbolique, lâcher du lest deux ans après les premières restrictions, alors que le petit frère de Omicron se développe, reste à espérer que le gouvernement ne mettra pas à mal le réel effort de la majorité de la population. Le nombre de chirurgies retardées va prendre des années à se résorber, les appels au GAP (guichet d'accès aux soins de première ligne) risquent de saturer les lignes lorsque ce service sera généralisé, à la fin du mois de mars, si le gouvernement tient les délais. Autres signes de l'épuisement de beaucoup : le délai d'attente pour recevoir la visite d'un-e travailleur-se social-e s'est allongé même pour les personnes ayant peu d'autonomie, tout comme celui de traitement des demandes d'aide sociale.

La situation est très loin du « Ça va bien aller » qui nous était seriné sans nuance presque chaque jour voici deux ans.



## UNE RUE POUR TOUS ET TOUTES

Par Vincent Baillargeon

La rue appartient avant tout aux résident-e-s des quartiers où elle est située. Pourquoi ne pas arrêter de considérer ce lieu comme un espace dont la seule utilité est de faciliter notre déplacement entre un point A et B ? C'est exactement ce que propose le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste (Compop) en favorisant un plus grand nombre de rues partagées dans le quartier. Ce concept implique que la rue est vue comme un espace public où les personnes se déplaçant à pied et les cyclistes ont autant de droits que les véhicules motorisés. En ce sens, une rue partagée implique un aménagement adéquat afin de favoriser le ralentissement des véhicules motorisés et de rendre la rue plus agréable et sécuritaire pour tous et toutes avec divers aménagements paysagers (effacement des trottoirs, éclairage plus bas, plantes et arbres, etc.)

### Saint-Gabriel en ligne de mire

Depuis bientôt deux ans, les membres du comité aménagement du Compop planchent sur un projet de rue partagée permanente comprenant des aménagements structurants pour la rue Saint-Gabriel (le comité a pris du retard sur le dossier à cause de la pandémie).

Au début de la démarche, un sondage réalisé en ligne par le groupe donnait des résultats où 96 % des répondant-e-s se disaient tout à fait en accord ou plutôt en accord avec un projet de rue partagée sur Saint-Gabriel. C'est fort de cet appui que le Compop a déposé son projet aux instances appropriées et a multiplié les actions sur ce projet (actions de visibilité, rencontres de consultation, représentations politiques, etc.).

Pour le Compop, la Ville de Québec doit, au plus vite, prendre les mesures nécessaires pour répondre aux souhaits des résident-e-s au sujet des enjeux de mobilité, d'aménagement et de circulation automobile. Et le groupe s'assurera de se faire entendre: « avec la fin des mesures sanitaires et le retour du beau temps, une nouvelle série d'actions sera possible. Ces actions vont nous permettre de mettre de l'avant l'importance de tels projets pour le quartier », a affirmé Marie-Ève Duchesne, permanente du groupe.

## VIE ET AVENTURES DE DAVID-THE-TOOTH

Par Malcolm Reid



David Dent à la boutique rue Saint-Jean.

Je suis entré dans la boutique Alpaqa, je voulais voir des arrivages du Pérou. Des gilets, des ponchos, des robes, tous en laine d'alpaga. Il y avait de belles choses.

« Est-ce que je peux vous aider? » demande la jeune femme.

« Euh... est-ce que David serait là? »

« Non mais il vient faire son tour souvent. Vous le connaissez? »

Je prends une grande respiration. « Je le connais depuis plus longtemps que je connais toute autre personne dans les alentours. »

Il s'agissait de David Dent, le propriétaire de la boutique Alpaqa. Dave est décédé cet hiver, et il faut que je raconte cet homme.

Il a vécu une vie de pure aventure. Je pense à Don Quijote, je pense à Monte-Cristo.

C'est à Montréal que je l'ai rencontré. Il m'a été présenté par Judy Suzuki, une amie au sein de la nouvelle gauche qui se formait au Canada en 1962.

« Malcolm, je te présente David. Et sa femme, ma sœur Cookie. »

Dave devait avoir à peu près 19 ans. Il était *long and tall*, beau garçon. La voix était douce. L'accent... britannique. « Salut Malcolm ». (Cookie, elle, était plus réservée).

Plusieurs filles de la famille Suzuki habitaient ensemble sur la rue Clark, dans le quartier des usines de couture de Montréal. Un genre de commune ! C'était une famille japoano-canadienne de jeunes femmes intellectuelles et libres.

C'était Judy la voix de la famille. Une diplômée en génie, travaillant sur des chantiers et remplissant ses fins de semaine de meetings politiques et de débats sur l'indépendance et le socialisme.

« T'es journaliste, Malcolm? Mon père a été journaliste aussi, mais il a travaillé toute sa carrière sous le nom de Laidlaw. Nous, les filles, on préfère Suzuki. »

Et puis :

« David, tu sais, il étudie à McGill. Il a fondé un journal étudiant, qui s'appelle *Roots*, sur le campus. À McGill, imagine donc! Tiens, voici un exemplaire, avec un poème d'Aragon, dans le français original. Il y a un club communiste à McGill, tu sais. David y est pas mal actif. »

David était taciturne ce soir-là. Mais au cours de cette année 1962, il s'est révélé volubile, militant, argumentatif.

« Ma famille ? Pas grand-chose à dire. Famille militaire, en partie. C'est pas d'eux que j'ai mes idées de gauche! » (avec toujours la correctitude britannique en filigrane).

C'était la saison de l'émergence de la nouvelle gauche, mais David restait attaché à la vieille gauche, au Parti communiste. Sous l'influence des Suzuki Sisters, il était pas mal hippie aussi. Mais sans l'articuler, l'énoncer, le proclamer. Ce qu'il articulait, c'était la lutte des peuples colonisés pour se libérer. Y compris les Québécois et Québécoises.

« T'as vu le poème d'Aragon dans notre journal, *Roots* ? Mais c'est la langue québécoise que j'essaie de maîtriser. J'avance, je pense. J'aime ce qui n'est pas anglais. »

Quand j'ai quitté Montréal pour faire du journalisme à Sherbrooke, je ne pensais pas spécialement retrouver Dave Dent un jour. Je pouvais l'appeler « Comrade Dave », mais c'était pour faire de l'humour. Car je n'avais jamais partagé son marxisme à la soviétique. Quand j'ai commencé à écrire mon livre sur le mouvement Parti pris, je ne le voyais pas dans les environs. Quand, marié à Réjeanne, je suis parti à Toronto pour être reporter au *Globe and Mail*, Dave était un souvenir.

Mais Réjeanne et moi revenions au Québec, à Québec, où j'étais envoyé par le *Globe and Mail*. C'était sept ans plus tard. Et qui était là, dans la Tribune de la presse au Parlement?

David Dent ! David-the-Tooth himself.

Il était devenu journaliste lui aussi. Il était correspondant de la Gazette, de Montréal. Il mettait cravate et veston sport, il habitait sur la rue d'Aiguillon. « Je traverse le cimetière Saint-Matthew pour monter la colline parlementaire. Ça guérit ma gueule de bois, si j'ai fêté la veille. » Je n'ai pas vu Cookie à cette période, mais elle et David allaient avoir plusieurs enfants. Le lien était encore là.

Dans son appartement, il avait un encadré où le crime reporter de la Gazette applaudissait presque la prévalence des règlements de compte (des assassinats) dans le « milieu » montréalais (une ironie de David ?). Et au parlement, sur son mur, une grande photo couleur de Che Guevara. Car Dave était un révolutionnaire glissé dans la peau d'un journaliste straight. Bientôt, c'était la bataille entre lui et ses patrons. Dave était *out*.

On a trinqué à son départ pour un nouvel horizon. Lequel serait-il ?

Réjeanne et Malcolm se sont installés dans leur maison sur la rue Saint-Gabriel. C'était en 1975. Et presque tout de suite, on commençait à recevoir des visites de la famille Dent (« on » : Réjeanne, Malcolm et la petite Joëlle).

La nouvelle famille Dent, on s'entend.

L'épouse de David maintenant était la très contre-culturelle Lesley. Lesly Bingham. Elle était britannique comme lui, et je crois qu'elle avait fait le trek culturel à Stonehenge à l'époque de la toune de Peter Gabriel, et qu'ils s'étaient rencontrés là :

*Looking out on Solsbury Hill...*

*I walked right outta the machinery...*

Mais maintenant, le grand lien entre la nouvelle gauche et l'Amérique latine avait saisi David. Lesley et lui étaient installés à Juliaca, dans les Andes du Pérou. En même temps, ils maintenaient un *home* dans un village du Bas-Saint-Laurent appelé Lots Renversés. Au Mexique, lors d'un voyage, entre les deux continents, Lesley avait donné naissance à un petit garçon blond nommé Dorado, qui allait grandir avec ses soeurs.

La famille campait parfois dans notre arrière-cour.

Ils nous racontaient leurs aventures.

J'ai donné des livres d'histoires à leurs enfants. Je me souviens de *Half-Magic*, un classique américain. Plus tard, David parlerait du Pérou avec notre fille Joëlle, qui avait été anthropologue là-bas.

Au Pérou, en plus de suivre les divers mouvements de réforme et de révolution en Amérique latine, ils achetaient tapis, gilets et casquettes, d'alpaga —« écologique », écrivait Dave dans ses dépliants... et « cette laine ne pique pas ». Ils les vendaient au Québec. Dans une boutique du quartier Saint-Roch; à un marché public de Sainte-Foy; au By War Market, près d'Ottawa... Et à Juliaca, ils travaillaient avec des coops de production de linge par des tisserandes et des tricoteuses Quechuas et Aymaras. Ils étaient marchands internationaux d'artisanat andin. Avec un élément « animation sociale ».

Une rupture est venue dans le couple.

David a déménagé sa boutique dans Saint-Jean-Baptiste, à côté d'un estaminet argentin. Il était là... oh, peut-être un tiers de son temps.

Dave m'appelait parfois ces temps-ci. « Malcolm ! Je suis en ville. On pourrait prendre une bière ? » L'été dernier, je l'ai vu derrière un petit comptoir dressé rue Saint-Jean.

« Malcolm, t'as entendu ? Un gouvernement de gauche vient d'être élu au Pérou. Pas mal hein ? Un gouvernement marxiste ! ». Et puis : « Ma famille m'incite à prendre ma retraite. J'aimerais ça, oui, au Mexique. Le soleil serait bon pour mes vieux os. Mais pas encore, pas encore, pas encore. »

Oui, je voyais les lignes de fatigue dans le visage de Quijote, dans les gestes de Monte-Cristo. Je ressentais sa solitude, dans sa maison de Saint-Roch. Il avait formé un couple avec une Péruvienne, m'a-t-il dit, et son amoureuse avait été assassinée dans le village. Il était triste. Il était stoïque.

Et cette semaine, une lettre est venue de Lesley qui, j'ai appris, n'était pas retournée en Grande-Bretagne. Elle avait passé les récentes années à Lots Renversés. Elle écrit :

« J'ai pensé à vous, à toi et à Réjeanne, Malcolm. David était chez sa fille aînée, Ismay, à Salt Spring Island, en Colombie Britannique. Il a eu un infarctus en décembre. Mais il s'est rétabli et est sorti de l'hôpital à temps pour Noël. Cependant, dans la nouvelle année, une sorte de pneumonie l'a attrapé. L'a emporté. Désolée d'être la messagère, Malcolm. Love, Lesley. »

Merci, Lesley.

Une Dent, ça sert à mordre dans la vie, non? Salut Dave.

# LE BUDGET 2022 DOIT « SCORER » POUR LE LOGEMENT SOCIAL

**(La rédaction)** Le 17 février dernier, les groupes membres du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) à Québec et plusieurs membres de groupes alliés se sont rassemblés devant le ministère des Finances pour exiger des investissements majeurs dans le logement social.



Photo : Véronique Laflamme

C'est sous la thématique du hockey que les groupes membres du FRAPRU à Québec ont interpellé le ministre des Finances, Éric Girard.

Sous la pluie, la cinquantaine de personnes sont venu-e-s manifester leurs inquiétudes devant l'abolition probable du programme AccèsLogis pour de futurs projets – alors qu'il était le seul programme québécois dédié à la réalisation de logements sociaux – et son remplacement par le Programme d'habitation abordable (PHAQ).

Alors que les voix se multiplient au Québec pour réclamer un réinvestissement majeur dans le logement social, le Comité des citoyennes et citoyens du quartier Saint-Sauveur (CCCQSS), le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste (Compop), le Comité logement d'aide de Québec Ouest (CLAQO) et le FRAPRU, appuyés par plusieurs groupes alliés, ont revendiqué que le prochain budget du Québec prévoit le financement de 10 000 nouveaux logements sociaux, autant sous forme de coopératives, d'organismes sans but lucratif, que de HLM et le maintien du programme AccèsLogis pour le financement de nouveaux projets.

Du même souffle, les participant-e-s s'inquiètent du nouveau programme, le PHAQ, qui s'oriente vers le logement dit « abordable » : « On le voit avec la crise du logement qu'on traverse en ce moment, on ne peut pas compter sur le marché privé pour répondre aux besoins d'habitation des ménages mal logés et à revenu modeste », remarque Véronique Laflamme, porte-parole du FRAPRU. Selon elle, le nouveau programme ne s'adresse pas principalement aux ménages à faible revenu et les logements privés qu'il subventionnera ne demeureront pas abordables de façon pérenne. Les groupes de défense du droit au logement s'inquiètent de tout le flou entourant encore ce programme, notamment concernant la définition de l'abordabilité des loyers et des revenus plafonds déterminant les ménages qui auront accès aux logements ainsi subventionnés par l'État. « On ne peut que s'inquiéter et exiger un réinvestissement ciblé dans le logement social », ajoute Véronique Laflamme.

La mobilisation s'était tenue dans le cadre d'une semaine d'actions régionales du FRAPRU pour interpeller le gouvernement Legault à la veille de son dernier budget avant les élections.

## Mots croisés

Par Agathe Légaré

### Horizontalement

- 1- Fausses nouvelles - Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement.
- 2- La date de la Journée internationale des femmes, au mois de mars - Venir à échéance.
- 3- Action de tenir à l'écart, de refuser d'intégrer un individu ou un groupe dans la société - L'extraterrestre de Steven Spielberg.
- 4- État des États-Unis, dont la capitale est Topeka - La défunte Prestation canadienne d'urgence.
- 5- Les Mingan, les Galapagos, les Canaries et celles de la Madeleine - Les institutions financières vont probablement augmenter ces taux-là sur votre hypothèque ou vos autres emprunts.
- 6- Mort de rire en langage SMS (et titre d'une bonne série télévisée, sans dialogue, créée par des Québécois) - Fait peur à un autre élève par son agressivité.
- 7- Parcours des yeux - Son dos élève la chaussée et ralentit les automobilistes - Qui cause la mort.
- 8- Étendrait et disperserait des abrasifs et des fondants sur un trottoir ou une route glacés... - Pronom personnel.
- 9- A perdu son éclat, sali - Symbole chimique du platine - Venue au monde.
- 10 - Femmes de haute taille (ou nouvelle série télévisée jeunesse).
- 11- Quand une femme enceinte les crève, elle va bientôt accoucher - Lourde, pénible à supporter.
- 12- Transpiration (pluriel) - Adjectif démonstratif.

### Verticalement

- 1- Petits véhicules de déneigement et de déglacage des trottoirs.
- 2- Article contracté devant un nom au pluriel - Raté - Un autre article contracté.
- 3- Ce métal ou plutôt la présence des particules de ce métal dans l'air de Limoilou pourrait augmenter si l'on n'y fait rien - Argumente, allègue.
- 4- Recueil de cartes géographiques - Bâtiment rattaché à une construction existante.
- 5- Le premier nombre - Prénom de l'auteur du Journal d'Aurélié Laflamme.
- 6- Pratiquer le dessin - Symbole chimique du neptunium.
- 7- Très étonnant, stupéfiant, en France (coupant avec une scie, au Québec) - Habiles, capables de bien faire quelque chose.
- 8- Au pluriel, opérations de guerre comme celles entre la Russie et l'Ukraine.
- 9- Savoureux comme du pain frais - Diffuse des sons, des images - ... à main ou à dos, ... d'école ou de couchage.
- 10- Animal très lent qui vit dans les arbres - Attrapa, saisit avec les mains - Négation.
- 11- Venaient avant.
- 12- Autorité légale de protéger un enfant mineur - Conjoint, conjointe, dont on est séparé ou divorcé.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1								■				
2					■							■
3										■		
4		■							■			
5					■							
6				■								
7			■				■					
8										■		
9						■			■			
10		■								■		■
11					■							
12						■		■			■	

## TRAMWAY DE QUÉBEC : DES PETITES CONSULTATIONS

Par Vincent Baillargeon

Depuis quelques semaines, l'administration municipale multiplie les annonces et les communications en ce qui trait au Réseau structurant de transport en commun et, plus précisément, de sa section tramway. Bonification de la canopée et protection des arbres, coûts et technologies du projet, paysage et aménagement urbain, participation citoyenne : tout y a passé.

Une annonce a particulièrement attiré l'attention des résidents et résidentes du quartier : celle visant la participation publique dans les quartiers Montcalm et Saint-Jean-Baptiste.



Photo : courtoisie Ville de Québec

La Ville souhaite maintenant aller à la rencontre des citoyen-ne-s et des commerçant-e-s du secteur afin de leur présenter le projet et son intégration dans leur milieu de vie. Elle désire connaître leurs opinions sur l'aménagement proposé et les consulter quant aux bonifications possibles. Concrètement, les citoyen-ne-s seront invité-e-s à participer à des séances d'information au cours desquelles ils et elles recevront une présentation détaillée et pourront poser leurs questions aux expert-e-s de la Ville.

Par la suite, un questionnaire sera accessible en ligne par l'entremise duquel les citoyen-ne-s pourront se prononcer. Celui-ci abordera plusieurs éléments du projet, dont le choix d'une insertion avec voies partagées, les objectifs d'aménagement à privilégier, la réduction des vitesses de circulation, la création d'une nouvelle place publique ou le nombre d'intersections traversantes à l'échelle du quartier.

Cette annonce a laissé le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste perplexe. Marie-Ève Duchesne, permanente du groupe, explique : « dans sa forme actuelle, il nous semble être face à une campagne de présentation et d'informations du projet, beaucoup plus qu'une réelle consultation ». De plus, le groupe a une sensation de case départ : « Depuis plusieurs mois et à plusieurs reprises, nous avons fait part de nos craintes et questionnement face aux effets pervers du projet. S'il faut retourner répéter le même discours dans des « nouvelles structures », nous y retournerons. Mais il faudra que les réponses soient structurantes et répondues dans les plus brefs délais », ajoute la permanente.

Le Comité populaire se veut en faveur d'un projet de Réseau structurant de transport en commun, incluant un tramway. Cependant, plusieurs questions restent sans réponse : comment la Ville tiendra-t-elle en compte dans son projet des effets possibles de la gentrification sur le secteur ? De la connectivité du projet avec le reste du quartier ? De la faible canopée du secteur ? De l'augmentation possible de la circulation de transit ?

Espérons avoir des réponses à nos questions et surtout des pistes de solutions pour celles-ci.

\*Au moment d'écrire ces lignes, les consultations n'avaient pas encore eu lieu. Pour tout savoir sur le processus, consultez : [tramwaydequebec.info/citoyens/consultation-cartier.aspx](http://tramwaydequebec.info/citoyens/consultation-cartier.aspx)

## DE TRAVAILLEUSE À ASSISTÉE SOCIALE, J'AI PERDU MON DROIT À L'AMOUR

Témoignage recueilli par l'Association de défense des droits sociaux de la Rive-Sud

La personne souhaitait garder l'anonymat.

À l'approche de la Saint-Valentin, je réfléchis beaucoup à mes conditions de vie en tant que personne assistée sociale. Peu de gens le savent, mais au Québec, le fait d'être prestataire de l'aide sociale vient avec de nombreux obstacles à mener une vie de couple. Lorsque l'aide sociale considère deux personnes comme conjointes, le plus souvent après 12 mois de cohabitation, les conséquences sont lourdes : perte complète des prestations d'aide sociale si l'un des deux conjoints travaille, diminution de 25 % des prestations si les deux sont prestataires, etc.

Dans mon cas, si je décidais d'aller vivre avec mon conjoint, après 12 mois de cohabitation je n'aurais plus droit à rien. Je me ferais couper mon aide sociale ainsi que mon autonomie physique, mentale et financière. Pourtant, j'ai des contraintes sévères à l'emploi. Je ne peux pas travailler mais ce n'est pas pour autant que je veux dépendre d'une autre personne. Je suis donc condamnée à voir mon conjoint seulement les fins de semaine. Pourquoi seulement les fins de semaines ? Parce que l'aide sociale ne s'arrête pas qu'au seul fait d'habiter ensemble pour couper : tu passes plus de temps chez lui que chez toi ? Ils te considèrent conjoint et coupent. La semaine, nous trouvons ça dur.

### LETTRE OUVERTE

« Dans mon cas, si je décidais d'aller vivre avec mon conjoint, après 12 mois de cohabitation je n'aurais plus droit à rien. Je me ferais couper mon aide sociale ainsi que mon autonomie physique, mentale et financière. »

-UNE PERSONNE SOUHAITANT RESTER ANONYME

Visuel : ADDS Rive-Sud

J'aimerais être plus souvent avec lui mais je ne peux pas. Mon autonomie et mon indépendance financière sont trop importantes pour moi. Je ne veux pas avoir à lui demander un 20 \$ pour faire une commission. De toutes façons, lui-même n'a pas des gros revenus.

Les enquêtes de l'aide sociale sont lourdes et très intrusives. Cette situation m'amène donc à devoir me protéger pour ne pas éveiller de soupçons. Quand je vais porter des papiers à Service Québec, je change ma bague de fiançailles de doigt pour ne pas qu'ils me posent de questions. Tu es fiancée ? À qui ? Tu habites avec quelqu'un ? Ils peuvent aller rencontrer nos voisins, questionner notre famille, demander des preuves. L'autre fois, mon voisin a mis sa voiture dans mon parking et je lui ai demandé de l'enlever pour ne pas que je sois soupçonnée d'avoir une personne qui habite avec moi. Quand mon conjoint vient me chercher il ne reste même pas 30 minutes et il ne dort jamais chez moi. Quand je vais chez lui j'y vais avec une valise et je repars avec mes choses. Je ne laisse rien chez lui. Je fais tout cela pour me conformer à l'aide sociale. Pourtant, je suis dans la légalité, puisque je passe la majorité de mon temps dans mon appartement... au détriment de ma relation de couple. L'aide sociale nous fait ça. Elle nous met sur nos aguets parce qu'on ne peut pas se permettre de perdre nos prestations.

Au final, je trouve que le gouvernement ne se préoccupe pas des personnes assistées sociales. Nous sommes menées à devoir choisir entre avoir une relation amoureuse et notre autonomie financière. Selon moi, c'est de la violence économique. En fait, mon vœu en cette Saint-Valentin, c'est de pouvoir aimer sans crainte et sans devoir me cacher. Est-ce réellement trop demander ?

## BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE UN JOYAU À DEUX PAS DE CHEZ VOUS

Par **Andrée O'Neill**

La Bibliothèque de l'Assemblée nationale est ouverte à chacun-e des citoyen-ne-s du Québec. Bien sûr, quand on habite à Rimouski, on n'a pas l'occasion d'y aller chaque jour. Mais quand on est résident-e de Saint-Jambe, on n'a aucune excuse pour ne pas s'imprégner de la beauté de ce lieu, situé sur la colline Parlementaire, dans l'édifice Pamphile-Le May.

L'édifice Pamphile-Le May, de style Beaux-Arts, a été construit de 1910 à 1914 d'après les plans des architectes Jean-Omer Marchand et George-Émile Tanguay.

Une visite guidée de la bibliothèque, d'une durée de 30 minutes, est offerte aux groupes de dix personnes et plus sur réservation. Mais on peut aussi y faire de la recherche ou de la lecture pendant toute la plage horaire d'ouverture, de 8h30 à 16h30 du lundi au vendredi. La bibliothèque est accessible par le nouveau pavillon d'accueil sur la rue Honoré-Mercier. Cependant, Covid-19 oblige, il est préférable de réserver en ligne ou par téléphone\*.

Vous songez à faire partie d'un club de lecture ? Inscrivez-vous à celui de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale ! Les deux prochaines séances, le 12 avril et le 17 mai, seront respectivement consacrées à l'essai de Dany Laferrière, *Petit traité sur le racisme* et à celui de Michel Dorais, *Nouvel éloge de la diversité sexuelle*.

Saviez-vous que, de plus, la "bibli de l'assnat" peut vous prêter certains documents par l'intermédiaire de votre bibliothèque municipale? Il suffit d'en faire la demande à votre bibliothécaire de quartier, qui pourra aussi vous aider à repérer le document dans le catalogue CUBIQ si vous ne pouvez le faire vous-même.

Pour les paresseuses et paresseux ou les trop éloigné-e-s, [www.bibliotheque.assnat.qc.ca/fr/](http://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/fr/) offre une foule de ressources et d'activités en ligne, dont plusieurs expositions virtuelles très intéressantes, notamment sur la censure littéraire au Québec (expo qui se doublera... d'une visite guidée en personne à six reprises ce printemps, pendant les mois de mars, avril et mai).

\*Pour les réservations par téléphone : 418 643-4408.

À l'index! Regards sur la censure littéraire au Québec

Dates des visites commentées :

17 et 29 mars, 8 et 27 avril, 12 et 26 mai

## SOLUTION

X		E	C		S		S	E	E	U	S	12
E	T	N	A	S	E	P		X	U	A	E	11
	N		S	E	T	N	A	E	G		T	10
E	E	N		T	P		I	N	R	E	T	9
L	I		T	A	R	D	N	A	P	A	E	8
L	A	T	E	L		E	N	A		U	L	7
E	D	I	M	I	T	N	I		L	O	L	6
T	E	R	E	T	N	I		S	E	L	E	5
U	C	P		S	A	S	N	A	K		N	4
T	E		N	O	S	I	U	L	C	X	E	3
	R		O	H	C	E		T	I	U	H	2
E	A	P	B		S	D	R	A	N	A	C	1
12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	



## DIFFICULTÉS FINANCIÈRES PERSISTANTES OU TEMPORAIRES ? CONSULTEZ L'ACEF DE QUÉBEC

Par **Agathe Légaré**

Vous êtes trop endetté-e et depuis trop longtemps ? Un changement majeur survient dans votre vie et vous oblige à réorganiser vos finances ? Un divorce, une nouvelle naissance, un retour aux études, un nouvel emploi, une mise à pied, une retraite prématurée, ça chamboule un budget.

Un organisme communautaire de la ville de Québec, l'Association coopérative d'économie familiale (ACEF) vous permettra d'y voir plus clair dans vos revenus et vos dépenses et de repérer des économies possibles. L'ACEF vous apprendra à préparer et à gérer un budget.

Qui plus est, l'ACEF de Québec participe au programme du Fonds d'entraide Desjardins. Elle pourra recommander, si nécessaire, que le Fonds vous consente un petit prêt de dépannage à intérêt faible ou nul.

Comment procéder ? Vous devrez d'abord prendre rendez-vous par téléphone. Un-e consultant-e vous rencontrera ensuite, en personne, au bureau même de l'ACEF, ou vous rejoindra par téléphone ou par internet - courriel ou visio conférence, selon votre préférence.

La consultation est gratuite et confidentielle.

Voici les coordonnées de l'organisme :

265, rue de la Couronne, bureau 210, 2e étage (à proximité de la bibliothèque Gabrielle-Roy)

Téléphone : 418-522-1568

Site internet: [www.acefdequebec.com](http://www.acefdequebec.com)

Courriel : [acefque@gmail.com](mailto:acefque@gmail.com)





Consultez  
notre kit média en ligne :  
[compop.net/publicite](http://compop.net/publicite)

# Annoncez-vous dans L'Infobourg

ou contactez Marie-Ève Duchesne  
au 418-522-0454 ou à  
[comite.populaire@videotron.ca](mailto:comite.populaire@videotron.ca)




## Le Vestiaire du Faubourg

Le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste appuie de nombreuses initiatives communautaires comme Le Vestiaire du Faubourg, une friperie située au cœur du quartier Saint-Jean-Baptiste

lundi au samedi de 12h à 16h.

Avec le contexte sanitaire, horaire sujet à changement. Contactez-nous pour le vérifier.





Les chocolats de Pâques Erico,  
un péché trop mignon!



CHOCOLATERIE CRÉATIVE  
MUSÉE DU CHOCOLAT

LES GLACES BIEN TÔT DE RETOUR!

634, RUE SAINT-JEAN, QUÉBEC | T. 418 524-2122 | [ERICOCHOCOLATIER.COM](http://ERICOCHOCOLATIER.COM)





La Baratte  
NOURRIR L'ESTIME DE SOI

# COMMANDEZ, SAVOUREZ, SOURIEZ.

REPAS MAISON  
CONGELÉS & TRAITEUR



À partir de **4,75\$**

LIVRAISON  
GRATUITE



CHEZ VOUS  
\*certaines conditions s'appliquent

ACHAT  
LOCAL



COMMANDER CHEZ NOUS,  
c'est soutenir notre mission